Une Europe plus que jamais illisible

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/553>

DOI : 10.4000/rea.553

ISBN : 978-2-8218-0860-7

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2007

Pagination : 1

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Une Europe plus que jamais illisible », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 82 | juillet 2007, mis en ligne le 24 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/553> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.553>

Une Europe plus que jamais illisible

La bonne santé économique de l'Allemagne ne se dément pas. L'augmentation de la TVA aura finalement été absorbée au prix de minimes fluctuations seulement, et la reprise de l'emploi, désormais soutenue par une forte dynamique de l'investissement, ne cesse de s'amplifier. Avec une croissance de près de 3 % cette année, le chômage devrait passer en dessous de la barre des 8 % en 2008. Et tandis qu'à l'intérieur les Allemands ont retrouvé pleinement confiance dans leur économie, le gouvernement de grande coalition se voit gratifier sur la scène européenne et internationale du crédit politique incontestable que lui vaut le rétablissement programmé de l'équilibre des finances publiques.

En démontrant la volonté et la capacité du pays à opérer les ajustements nécessaires à la remise en ordre de son économie, la réussite de la politique économique allemande aura beaucoup contribué au succès indéniable, bien que relatif, de la présidence allemande de l'UE. Au chapitre économique, et en particulier sur le dossier central de la politique énergétique, celle-ci aura permis de faire prévaloir, par-delà les intérêts nationaux, le principe de responsabilité et de cohérence partagée. L'affirmation de la responsabilité écologique, par laquelle l'Europe a accepté de s'imposer des contraintes environnementales fortes, implique également, dans la définition d'une politique européenne de l'énergie, la réduction de la dépendance énergétique par la sécurisation de la production et de l'approvisionnement. Cet impératif majeur implique une diversification des sources alternatives qui ne saurait pour autant exclure le nucléaire et une régulation du marché qui, pour être concurrentielle, ne saurait faire l'économie de la capacité technique et financière des grands opérateurs.

Pourtant, au-delà de l'affirmation d'une volonté et d'une responsabilité européennes communes, se pose, une fois de plus, la question centrale de la capacité de l'Union à se doter des instruments et d'une gouvernance efficaces fondés sur un partage clair des responsabilités. Et ce aussi bien à l'intérieur de la sphère des instances communautaires avec leur incroyable enchevêtrement des compétences, qu'entre l'échelon de l'Union et celui des Etats membres où, dans ce domaine sensible, continue de prévaloir le conflit des souverainetés.

De ce point de vue, grâce aux efforts déployés par la présidence allemande et au concours actif de ses partenaires français et britannique, le compromis finalement obtenu à Bruxelles sur la relance politique de l'Europe constitue sans doute un pas en avant au sens où il met un terme à l'immobilisme institutionnel. Mais on est encore très loin du compte, tant il souffre d'exceptions et tant il est incompréhensible et alambiqué. L'Allemagne est bien mal récompensée de sa pédagogie de la responsabilité, car à défaut d'une vision commune de sa finalité, l'Europe politique demeure plus que jamais illisible.

*René Lasserre
3 juillet 2007*